

 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p>	<p>Direction Générale de l'Administration Sous-direction du Développement Professionnel et des Relations Sociales Bureau des Affaires Statutaires et Réglementaires (ASTER)</p> <p>Adresse : 78, Rue de Varenne – 75349 PARIS 07 SP</p> <p>Suivi par : Pascal CHIRON Tél : 01.49.55.41.04 Fax : 01.49.55.83.20 Réf. Interne : Non titu cat.A Réf. Classement :</p>	<p>NOTE DE SERVICE</p> <p>DGA/SDDPRS/N2001-1354</p> <p>Date : 18 DECEMBRE 2001</p>
--	--	---

Date de mise en application : 21 décembre 2001

Annule et remplace : décision du 24 avril 1991

Date limite de réponse : 21 février 2002

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche
A

**Mesdames et Messieurs les directeurs et
chefs de service d'Administration
Centrale,**

**Des services déconcentrés, des
établissements d'enseignement et des
établissements publics**

 Nombre d'annexes :

Objet : Décision modifiant la décision du 24 avril 1991 relative aux agents non titulaires du niveau de la catégorie A du ministère chargé de l'agriculture.

Bases juridiques :

- loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
- décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984
- décision interministérielle du 24 avril 1991 relative aux agents non titulaires du niveau de la catégorie A du ministère chargé de l'agriculture, modifiée par la décision du 20 juillet 2000.

Résumé : La décision ci-jointe qui modifie la décision du 24 avril 1991 relative aux agents non titulaires du niveau de la catégorie A du ministère de l'agriculture et de la pêche a pour objet, d'une part, de revaloriser la catégorie fonctionnelle et d'autre part, d'ouvrir, à la suite de la transposition des mesures découlant du protocole d'accord du 9 février 1990, intervenue par décision du 20 juillet 2000, à des agents qui ne l'avaient pas fait en temps utile, une nouvelle possibilité d'opter pour leur reclassement dans la classe de base de la première catégorie.

Mots-clés : non-titulaires, catégorie A

Plan de Diffusion	
Pour exécution :	Pour information :
Administration centrale Services déconcentrés Etablissements d'enseignement agricole Etablissements publics	IGA IGIR et CGIR Syndicats

DECISION

modifiant la décision du 24 avril 1991 relative aux agents non titulaires du niveau de la catégorie A du ministère chargé de l'agriculture

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'agriculture et de la pêche et le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ;

Vu la décision interministérielle du 24 avril 1991 relative aux agents non titulaires du niveau de la catégorie A du ministère chargé de l'agriculture, modifiée par la décision du 20 juillet 2000,

DECIDENT :

Titre I – Dispositions générales

Article 1er – A l'article 1er de la décision du 24 avril 1991 susvisée, les mots : « la catégorie fonctionnelle qui comporte 3 échelons, » sont remplacés par les mots : « la catégorie fonctionnelle qui comporte 4 échelons, ».

Article 2 – L'article 3 de la même décision est modifié comme suit :

I – Au premier alinéa, le tableau de correspondance est, en ce qui concerne la catégorie fonctionnelle, modifié comme suit :

CATEGORIE, CLASSE ET ECHELONS	DUREE	
	Moyenne	Minimale
Catégorie fonctionnelle :		
3ème échelon	3 ans	-
2ème échelon	3 ans	-
1er échelon	3 ans	-

II – L'avant-dernier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'avancement minimal est réservé à un sixième de l'effectif budgétaire de chaque catégorie. Lorsque, au titre d'une année, le nombre d'avancements d'échelon sur la base de la durée minimale est inférieur au sixième de l'effectif de la catégorie, le reliquat peut être reporté sur l'autre catégorie dans la limite de l'effectif d'agents susceptibles de bénéficier, au titre de la même année, d'un avancement minimal. »

Article 3 – A l'article 6 de la même décision, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Les agents de catégorie fonctionnelle n'exerçant plus les fonctions correspondant à leur emploi sont réintégrés, à la date de leur cessation de fonctions, dans la catégorie exceptionnelle, à l'échelon et avec l'ancienneté d'échelon qui auraient été les leurs à cette même date s'ils n'avaient pas été nommés dans la catégorie fonctionnelle. »

Article 4 – Le tableau figurant en annexe 2 de la même décision est modifié, s'agissant de la catégorie fonctionnelle, comme indiqué dans le tableau annexé à la présente décision.

Titre II – Dispositions transitoires

Article 5 - Les agents contractuels régis par la décision du 24 avril 1991 susvisée parvenus au troisième échelon de la catégorie fonctionnelle au 1^{er} janvier 2001 sont reclassés à cette date conformément au tableau suivant :

Ancienne situation	Nouvelle situation	
Ancienneté dans le 3 ^{ème} échelon	Echelons	Ancienneté conservée
Egale ou supérieure à 3 ans	4 ^{ème}	Sans ancienneté
Inférieure à 3 ans	3 ^{ème}	Ancienneté acquise

Article 6 – Les agents non titulaires appartenant aux catégories suivantes :

- Agent contractuel du F.A.S.A.SA. groupe A (lettre du 4 décembre 1963 et arrêté du 25 octobre 1963) ;
- Agent contractuel des services d'études de catégorie 5 (décision du 9 novembre 1979) ,

peuvent bénéficier des dispositions de la présente décision, à condition d'en faire la demande dans un délai de deux mois à compter de sa diffusion. Ceux de ces agents qui auront manifesté cette intention recevront, avant l'expiration d'un délai de quatre mois suivant la diffusion de la présente décision, notification d'une proposition de classement établie conformément aux dispositions de l'article 7 ci-dessous.

Ils disposeront d'un délai de un mois, à compter de cette notification, pour accepter la proposition de classement. Cet accord, qui sera notifié par écrit au ministre chargé de l'agriculture, vaudra avenant au contrat initial dont la nature juridique ne sera pas modifiée.

Article 7 - Les agents contractuels qui auront demandé, dans le délai prévu au dernier alinéa de l'article 6 ci-dessus, le bénéfice des dispositions de la présente décision, sont classés, au 1^{er} janvier 1999, dans la classe normale de la première catégorie à l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui qu'il détenaient précédemment. Dans la limite de l'ancienneté moyenne exigée pour un avancement à l'échelon supérieur, ils conservent l'ancienneté d'échelon acquise dans leur précédente situation, lorsque l'augmentation de traitement résultant de leur nouvelle situation est inférieure à celle que leur aurait procuré un avancement d'échelon dans leur ancienne situation. Dans la même limite, les agents ayant atteint le dernier échelon dans leur précédente situation conservent l'ancienneté d'échelon acquise lorsque l'augmentation de traitement résultant de leur nouvelle situation est inférieure à celle que leur avait procuré l'avancement audit échelon.

Article 8 - Le directeur général de l'administration au ministère de l'agriculture et de la pêche est chargé de l'exécution de la présente décision, qui prend effet (*) au 1^{er} janvier 2001.

() concernant les dispositions des articles 1 à 4.*

Fait à Paris, le 30 novembre 2001.

Pour le ministre de l'agriculture et
de la pêche,
et par délégation,
Le Directeur Général de l'Administration,
Christian de LAVERNEE.

Pour le ministre de l'économie, des finances
et de l'industrie, et par délégation,
la Directrice du Budget,
Par empêchement de la Directrice du Budget
La Sous-Directrice,
Françoise DELASALLES.

Pour le ministre de la fonction publique et
de la réforme de l'Etat, et par délégation,
Par empêchement du Directeur Général de l'Administration
et de la fonction publique
et du Directeur, adjoint au Directeur Général,
Le Sous-Directeur,
Yves CHEVALIER.

ANNEXE**Catégorie fonctionnelle****Grille indiciaire au 1^{er} janvier 2001**

Catégorie fonctionnelle	
Echelons	Indices bruts
4 ^{ème} échelon	Hors échelle A
3 ^{ème} échelon	1015
2 ^{ème} échelon	966
1 ^{er} échelon	901